

Passerelles Synthèse

Bimensuelle africain pour une nouvelle perspective du développement durable

Volume 10• Numéro 5, 27 Avril 2009

LIGNE DE FOND.....	1
Cycle de Doha : Pour surmonter la crise, l'OMC appelle l'UE à plus de libéralisation.....	1
Banane : les pays ACP accusent l'UE de les 'sacrifier'	2
Nouvelles de l'OMC	3
L'OMC : Le Conseil du Commerce des marchandises approuve des dérogations concernant les programmes de préférences commerciales des Etats-Unis.....	3
Agriculture : le départ de Falconer ne risque-t-il pas de remettre en cause les acquis ?.....	4
NOUVELLES REGIONALES	5
RG8 de l'agriculture : Une première rencontre timorée	5
NOUVELLES REGIONALES	6
Aide au commerce : L'UE promet 115 M EUR pour des infrastructures en Afrique australe.	6
APE : les questions systémiques passées en revue par ENDA et ICTSD	7
Evénements	7
Publications :	8

PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE et El Hadji Abdourahmane DIOUF

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)

LIGNE DE FOND

Cycle de Doha : Pour surmonter la crise, l'OMC appelle l'UE à plus de libéralisation

Depuis le début de la crise mondiale, les différentes institutions et organisations mondiales cherchent des solutions. Des sommets, de mini – sommets, des conférences, brefs des rencontres de haut niveau sont organisées pour trouver une solution durable et satisfaisante pour tout le monde, mais la situation économique a continué de se détériorer pour tous les Membres de l'OMC.

Ce qui fait dire à cette dernière dans une étude publiée au début du mois d'avril que la reprise économique de l'Union européenne, et dans une large mesure au niveau mondial, dépend de la poursuite de l'ouverture des marchés européens agricoles et de services, selon une étude de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) publiée lundi.

Le secrétariat de l'OMC a demandé à l'UE d'intensifier la libéralisation aussi bien de leur marché intérieur que de leurs relations commerciales internationales.

Il est aussi important que les 27 engagent des réformes structurelles, à cet effet, l'OMC estime que « pour consolider la reprise et assurer la durabilité de la croissance, il est impératif que les Communautés européennes continuent d'engager des réformes structurelles fondamentales ». Cela suppose une plus grande libération de la politique agricole qui passe par une simplification de la structure tarifaire et une réduction des droits de douane élevés, et l'octroi d'incitations à la production et à l'exportation de produits agricoles. L'étude déplore également le haut degré de protection et de subventions, notamment à l'exportation, dont bénéficie le secteur agricole,

qui a absorbé en 2006 environ 46% des dépenses de l'UE.

Il faut aussi une plus grande libéralisation des services tant à l'intérieur des Communautés européennes que vis-à-vis des pays tiers. Les services qualifiés de "colonne vertébrale de l'économie européenne"-- restent "la priorité en vue de la création d'un véritable marché intérieur d'ici la fin 2009" souligne l'étude. En dépit des réformes en cours des secteurs des télécommunications, des services financiers, de la poste et du transport, l'OMC regrette l'absence d'une approche globale pour beaucoup d'autres secteurs de services comme le tourisme, le BTP, les activités de consultants en ingénierie et les agences pour l'emploi "Ces réformes contribueraient aussi à une meilleure répartition des ressources communautaires et feraient avancer le plein établissement du marché intérieur".

Aussi, les Communautés européennes "devraient continuer à donner au commerce un rôle primordial pour diminuer la durée du ralentissement économique mondial actuel et relancer la croissance".

Il faut rappeler que la croissance des exportations européennes devrait ralentir de plus des deux-tiers en 2009 par rapport à 2007 et l'impact de la crise devrait être encore plus sévère pour les importations, selon les prévisions de la Commission européenne citées par l'OMC. La Commission européenne aussi par la voix de la Commissaire européenne au commerce Catherine Ashton a plaidé pour l'ouverture et la transparence des marchés.

"L'Union européenne continuera de jouer un rôle de leader dans le commerce mondial et continuera de lutter contre le protectionnisme", a-t-elle déclaré récemment dans un communiqué. "Nous avons besoin plus que jamais de tenir cette orientation afin de promouvoir le commerce et surmonter la crise économique", avait-elle ajouté.

Banane : les pays ACP accusent l'UE de les 'sacrifier'

La banane ACP continue d'être au cœur d'un débat sur les relations entre l'UE, les ACP et le cycle de Doha pour le développement. Les ACP tiennent à ce que leurs intérêts ne soient bafoués. Ils estiment que les éventuelles réductions des droits de douane sur les bananes en provenance d'autres pays tiers entrant sur le marché de l'Union européenne sont de nature à remettre en cause leurs intérêts par conséquent, elles « ne doivent pas être supérieures à celles inscrites dans le projet d'Accord de Genève sur la banane ».

Ils ont dénoncé récemment la baisse de droits de douane proposée par l'UE aux pays latino-américains producteurs de bananes, accusant les Européens de les "sacrifier" au profit de la libéralisation du commerce.

"Nous sommes très déçus par notre partenaire, la Commission européenne, parce qu'elle sacrifie le développement au profit de la libéralisation du commerce", a dénoncé Gerhard Hiwat, ambassadeur du Surinam qui préside le groupe "bananes" des ACP, lors d'une conférence de presse à Bruxelles. "Nous avons souvent le sentiment que la Commission ne comprend pas ce que partenariat veut dire. Vous attendez d'un partenaire qu'il ne fasse rien qui puisse vous faire du tort", a-t-il ajouté.

Pour tenter de résoudre un litige sur les taxes à l'importation de bananes en Europe qui l'oppose aux pays latino-américains, l'UE a proposé en mars de baisser progressivement ces taxes de 176 euros la tonne actuellement à 114 euros la tonne en 2019, au lieu de 2016, comme le prévoit un accord conclu en juillet 2008, selon plusieurs sources.

Selon une première estimation "a minima", cette baisse entraînerait une perte de revenus d'"au moins 350 millions d'euros" pour les exportateurs de bananes ACP sur la période de libéralisation (2009-2019), selon M. Hiwat.

Pour compenser ces pertes, la Commission aurait proposé environ 100 millions d'euros d'aide pour

la période 2010-2013, selon les ACP, qui la jugent insuffisante pour adapter leur secteur bananier.

"Les droits de douane actuels n'ont pas empêché (les exportations des pays latino-américains) de grossir sur le marché européen, les ACP perdent donc déjà des parts de marché", a ajouté Federico Alberto Cuello Camilo, ambassadeur de République dominicaine, craignant une perte de parts de marché "encore plus rapide" avec une nouvelle baisse des droits de douane. Selon les chiffres de l'Organisation Centrale des producteurs-exportateurs d'ananas et de bananes (OCAB), la totalité des exportations de bananes des pays ACP vers l'UE en 2008 (environ 920.000 tonnes) était inférieure aux exportations du seul Equateur (environ 1,3 million de tonnes) et très loin du total des pays d'Amérique latine (environ 3,9 millions).

Source AFP, note Enda

NOUVELLES DE L'OMC

L'OMC : Le Conseil du Commerce des marchandises approuve des dérogations concernant les programmes de préférences commerciales des Etats-Unis

Le Conseil du commerce des marchandises a approuvé, lors de sa rencontre du 24 mars 2009, des demandes de dérogation des Etats-Unis déjà anciennes concernant les programmes de préférences commerciales suivants: la Loi sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique (AGOA), la Loi relative au redressement économique du Bassin des Caraïbes (CBERA) et la Loi relative aux préférences commerciales en faveur des pays andins (ATPA).

Ces différentes lois que l'administration américaine avaient prises pour faciliter l'accès à son marché à des pays en développement ne sont pas conformes à certaines règles de l'OMC, telle la clause NPF. C'est sur la base de dérogation que

ces lois étaient mises en œuvre. En décidant de proroger la durée de cette politique, les Etats-Unis étaient dès lors tenus de demander une dérogation à l'OMC ce qu'ils ont fait et cela l'OMC a approuvé.

Ce qui justifie cette approbation est le fait que les États-Unis considèrent ces programmes comme un important objectif de développement. Et ils comptaient en faire bénéficier à certains pays le plus longtemps possible. Déjà au forum de l'AGOA en 2003, devant les délégations Africaines, le président George Bush annonçait son intention de proroger la durée de ces programmes jusqu'au delà de 2008. Ainsi, a-t-il demandé plus tard, avec succès, à son congrès d'étendre le régime de l'Africa Growth and Opportunity Act (AGOA) au-delà de 2008. Les objectifs étant pour les Etats-Unis de bâtir sur le grand succès de l'AGOA.

Lors du 6^{ème} forum de l'AGOA à Accra, l'ancien président John Kuffor avait demandé au nom des pays Africains bénéficiant de ces programmes américains leur prorogation. Il fallait donc lever l'obstacle que constituent certaines règles de l'OMC. Cette approbation de l'OMC n'a pas laissé indifférente les bénéficiaires et Maurice, au nom de ces bénéficiaires, a remercié les États-Unis.

La contribution de l'AGOA au développement de l'Afrique subsaharienne n'est plus à démontrer, de la même manière que la CBERA est essentielle au progrès économique de la région du Bassin des Caraïbes compte tenu de la crise actuelle et de la montée du protectionnisme. Ces programmes constituent un réservoir d'emploi, la Bolivie a fait observer que l'ATPA avait aidé à créer 25 000 emplois locaux dans des secteurs tels que les textiles et la bijouterie. Avec cette dérogation acquise, ce programme jouit d'une certaine protection juridique et pourrait dès lors s'exécuter sans difficultés, en attirant les investissements. L'approbation de l'OMC a pourtant connu une certaine opposition de pays comme le Paraguay qui a fait état des plaintes exprimées par les producteurs locaux à propos de la concurrence déloyale des pays voisins. Toutefois, dans la perspective d'un nouveau dialogue avec les États-Unis, il avait décidé de retirer son objection. Le Conseil du commerce des marchandises est

convenu de transmettre au Conseil général les projets de décision portant octroi d'une dérogation et de recommander leur adoption.

Il faut rappeler que l'AGOA est un programme américain qui permet à 38 pays africains d'exporter sans droits de douane aux Etats-Unis depuis 2000 et jusqu'en 2015 ; elle était lancée en 2000 par le président Bill Clinton. Il y'a eu une première prorogation jusqu'en 2015. À l'heure actuelle, en vertu de l'AGOA, 39 pays d'Afrique subsaharienne peuvent faire bénéficier 6.400 de leurs articles de l'entrée aux États-Unis en franchise de douane. Les produits pétroliers et gaziers représentent plus de 80 % de ces exportations, mais les États-Unis s'efforcent de multiplier les programmes ayant pour objectif d'accroître la capacité des pays africains d'exporter d'autres articles, notamment leurs produits agricoles

Pour bénéficier de ce programme la loi américaine exige que les pays bénéficiaires continuent à progresser vers une économie de marché, l'Etat de droit, le libre-échange, et qu'ils mettent en œuvre des politiques économiques susceptibles de réduire la pauvreté tout en assurant la protection des droits des travailleurs. Il faut aussi que les produits exportés répondent aux normes sanitaires des pays développés “.

Il faut aussi rappeler que d'aucuns plaident pour une évolution vers un Accord de libre échange avec les Etats-Unis. La raison est que ce type d'accord offre une plus grande stabilité. L'AGOA est une loi avec une durée de vie. Elle va expirer tandis que les accords sont là pour le long terme. Les préférences commerciales peuvent être modifiées et elles ne représenteraient donc pas un environnement stable pour attirer l'investissement. Mais est ce que les pays africains sont prêts pour une ALE avec les Etats-Unis ?

Agriculture : le départ de Falconer ne risque-t-il pas de remettre en cause les acquis ?

Comme on le prévoyait, les membres de l'OMC sont convenus que l'ambassadeur de Nouvelle-

Zélande auprès de l'OMC, M. David Walker, sera le nouveau président des négociations sur l'agriculture et remplacera M. Crawford Falconer, qui était resté à Genève en qualité d'ambassadeur spécial pour les négociations sur l'agriculture du Cycle de Doha de l'OMC, après que M. David Walker eut été nommé ambassadeur de la Nouvelle-Zélande auprès de l'OMC l'année dernière.

Lors de la dernière réunion du Comité de l'agriculture de l'OMC, les fonctionnaires de l'OMC ont annoncé le 17 avril que le nouveau président des négociations agricoles sera installé durant la dernière quinzaine d'Avril. Ce sera une intronisation officielle de l'ambassadeur de Nouvelle-Zélande, M. David Walker, comme nouveau président de la session spéciale du Comité de l'agriculture de l'OMC, en remplacement du président sortant, M. Crawford Falconer. Cela s'est déroulé comme prévu, lors d'une réunion formelle consacrée aux négociations sur l'agriculture.

M. Walker, dont la nomination a été faite par consensus, devient le troisième Néo-zélandais de suite à présider les négociations sur l'agriculture, après MM. Tim Groser (2003-2005) et Crawford Falconer (2005-2009).

«M. Walker est l'un des négociateurs commerciaux les plus aguerris de Nouvelle-Zélande, et je ne doute pas qu'il est entièrement dévoué à mener les négociations sur l'agriculture à bonne fin. La Nouvelle-Zélande se félicite de pouvoir apporter une nouvelle contribution importante au processus de l'OMC, et je souhaite bonne chance à M. Walker », a déclaré Tim Groser, ancien président des négociations sur l'agriculture et actuel ministre du Commerce de Nouvelle-Zélande.

Ce choix est l'aboutissement des consultations que le président du Conseil général, M. Mario Matus, a mené avec les membres, il avait annoncé le 8 avril que les consultations « ont abouti à un consensus » de nommer M. Walker. Il était épaulé lors de ces consultations, qui ont démarré le 18 mars, par les ambassadeurs John Gero du Canada, qui préside l'Organe de règlement des différends et Muhamad Noor Yacob de Malaisie, ancien président du Conseil général.

Les présidents de l'OMC sont élus officiellement par les organes qu'ils président. Leur mandat s'étend d'une conférence ministérielle à la prochaine, contrairement à ceux des présidents des conseils et comités ordinaires de l'OMC, qui sont annuels.

L'inquiétude se trouve maintenant sur la suite des négociations. Falconer avait fourni un travail important à la tête de ce comité, l'on se pose alors si le changement à la tête de ce comité ne pourrait – elle créer des difficultés sur les engagements et les avancées notées dans les négociations.

NOUVELLES REGIONALES

RG8 de l'agriculture : Une première rencontre timorée

Signe de l'impact que les émeutes de la faim de 2008 ont eu sur les décideurs politiques, le premier sommet du G8 de l'agriculture a été organisé du 18 au 20 Avril 2009 en Italie. A défaut d'arrêter des décisions concrètes pour prévenir une nouvelle flambée des prix des denrées alimentaires, les membres du G8 (Etats-Unis, Russie, Allemagne, Japon, France, Canada, Grande-Bretagne et Italie) ont posé les bases d'une action concertée sur cette question qui doit se prolonger en juillet prochain en Sardaigne, mais tout reste à faire.

En prélude à cette rencontre des ministres du G8 s'est tenue le 17 Avril à Pieve di Soligo (Trévise - Italie) la Conférence agricole du G 14, organisée par la Fédération Internationale des Producteurs Agricoles (FIPA) et la Confédération italienne des agriculteurs (CIA).

Position du G14 : Ramener les agriculteurs au cœur du développement durable

« Si nous voulons relever le défi de doubler la production alimentaire mondiale d'ici à 2050 », a déclaré Elisabeth Gauffin, vice-présidente de la FIPA, « il est capital d'investir davantage dans la productivité agricole des pays en développement,

et de ramener les agriculteurs au cœur des décisions concernant les politiques agricoles. »

Giuseppe Politi, président de la CIA et de la Conférence agricole du G 14, a réclamé des mesures qui permettraient à l'agriculture des pays en développement de mieux résister aux perturbations telles que les changements climatiques et la volatilité des marchés, et qui consisteraient à construire des infrastructures rurales, à créer des marchés et à investir dans des services pour soutenir l'agriculture familiale.

Les organisations agricoles du G 14 dresseront un plan d'action qui intégrera des perspectives communes aux fins de prendre des mesures d'urgence face à la crise alimentaire, de lutter contre la spéculation dans le secteur agricole, d'encourager des investissements bien ciblés et gérés par les agriculteurs, ainsi que l'aide aux économies en développement, et d'améliorer la productivité agricole et la chaîne alimentaire.

La contribution qui découlera de cette rencontre mixte de la FIPA et de la CIA intéressera non seulement les ministres de l'Agriculture des « huit grands », mais constituera également un apport crucial à la réunion du G 8 qui aura lieu en juillet prochain à Magdalene (Italie), et attirera l'attention du monde entier sur les problèmes urgents auxquels font face les agriculteurs à l'échelle planétaire.

Entre pauvreté, crise alimentaire et économique

Plus d'un milliard de personnes dans le monde en proie à la famine voit s'amenuiser l'espoir de manger à satiété, suite au retrait des bailleurs traditionnels, qui ont transféré leurs fonds pour la reprise économique dans leur pays.

Les efforts internationaux pour répondre à ce fléau s'avèrent moins efficaces en raison de la faible coordination entre les gouvernements du monde, ont reconnu les ministres de l'Agriculture du G8 à propos de la crise alimentaire.

Le monde est loin de parvenir aux Objectifs du millénaire de l'ONU de réduire de moitié la population de mal-nourris sur toute la planète avant 2015, ont déploré les ministres, appelant à des efforts immédiats pour trouver des solutions à ce grand défi et contribuer au développement durable de la production agricole.

Les ministres ont dénoncé le protectionnisme dans l'agriculture, qui dénature le commerce et menace la production agricole dans les pays en développement, vitale pour le bien-être de quelque deux milliards de pauvres dans le monde.

"Nous insistons sur l'importance d'un système réglementé d'échanges commerciaux international pour le commerce agricole... Nous souhaitons soutenir le rôle des marchés fonctionnant bien comme un moyen afin d'améliorer la sécurité alimentaire", ont indiqué les ministres dans leur déclaration finale.

Pourtant, ils ne sont pas parvenus à s'accorder sur les mesures afin de réduire les barrières commerciales, suite aux différends existant au sein du monde développé.

Perspectives : Entre optimisme et inquiétude

Satisfaite, la délégation française a souligné "l'importance de réunir tous ces pays dans un sommet au cours duquel les participants ont pu parler franchement, même s'ils ne se sont pas entendus sur tout."

Pour répondre à l'augmentation de la demande mondiale, les ministres se sont accordés sur l'obligation d'"accroître la quantité (...) de la production agricole" et "l'importance de l'augmentation de l'investissement public et privé", sans toutefois déterminer d'objectifs précis.

L'idée de mise en place d'un système de "stockage des denrées alimentaires", pour répondre à des situations d'urgence humanitaire et accroître le contrôle de la volatilité des prix, a été évoquée. Mais c'est en priorité sur la nécessité d'une surveillance et d'une analyse accrue du marché et des besoins des populations que les acteurs du sommet sont tombés d'accord.

Un constat qui fait écho au projet de "partenariat mondial" sur lequel les pays du G8 se sont entendus en juillet 2008 et qui, outre la mise en place d'un forum élargi de discussion sur les questions d'alimentation et d'agriculture, entend mettre sur pied un réseau d'experts chargés d'optimiser les connaissances dans le domaine de la répartition des ressources alimentaires.

Autre point abordé lors de ce sommet, la question épineuse de l'acquisition, par des pays étrangers, de terres arables dans d'autres pays afin de se garantir des récoltes que leurs sols ne peuvent fournir. Dans ce domaine, où une réglementation

paraît difficile, les réflexions du G8 ont porté sur la possibilité d'élaborer un code de conduite.

Pour Oxfam international, l'association qui lutte contre la pauvreté dans le monde, les ministres "ont laissé passer l'occasion de réguler davantage les marchés agricoles internationaux et d'enfin investir les sommes promises en faveur des agricultures familiales dans les pays du Sud".

Rendez-vous donc, tout d'abord du 21 au 23 mai pour les ministres du développement du G8, puis du 8 au 10 juillet à La Maddalena en Sardaigne pour le prochain sommet rassemblant les ministres de l'agriculture, avant un possible sommet mondial sur la faim que le directeur de la FAO, Jacques Diouf, souhaiterait voir être organisé avant la fin de l'année.

Sources : Note Enda, Xinhua, AFP et Metrofrance.

NOUVELLES REGIONALES

Aide au commerce : L'UE promet 115 M EUR pour des infrastructures en Afrique australe.

La Commission européenne a promis une aide de 115 millions d'euros pour financer le projet de "couloir Nord-Sud" destiné à améliorer les infrastructures de transport de la Tanzanie à l'Afrique du sud et ainsi faciliter les échanges.

De nombreux donateurs internationaux étaient réunis récemment à Lusaka pour tenter de trouver des financements pour ces infrastructures de transport terrestre entre huit pays d'Afrique (Tanzanie, République démocratique du Congo, Zambie, Malawi, Botswana, Zimbabwe, Mozambique et Afrique du Sud).

Selon les services Développement du gouvernement britannique, les donateurs ont promis plus d'un milliard de dollars pour améliorer le rail, la route, les ports et soutenir le commerce dans la région.

Les Britanniques ont eux-mêmes promis 100 millions de livres (110 millions d'euros). "Le commerce est une source de croissance et

d'emploi pour les pays en développement, mais ils ne peuvent pas récolter les bénéfices si le commerce s'arrête au premier obstacle", a commenté la commissaire européenne au Commerce Catherine Ashton. Le "couloir nord-sud" est un des projets soutenus par le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad). Il a été choisi parce qu'il est un des couloirs les plus chargés de la région en terme de marchandises transportées.

Le projet est dirigé par trois communautés régionales: la SADC (Communauté de développement d'Afrique australe), le COMESA (Marché commun des Etats d'Afrique australe et de l'Est) et la Communauté est-africaine (EAC).

Source AFP

APE : les questions systémiques passées en revue par ENDA et ICTSD

Au cours d'un dialogue organisé à Dakar, ENDA qui coordonne la plateforme de la société civile sur les APE et ICTSD, les questions systémiques soulevées par les ACR ont été passées en revue. Cette rencontre présidait par le ministre sénégalais du commerce et qui s'est tenu les 14, 15 et 16 avril 2009 à Dakar a enregistré la participation de hauts fonctionnaires, de représentant d'organisation sous régionales comme la CEMAC, de centre de recherche, d'universitaires et d'organisations de la société civiles.

En effet, la signature et la mise en œuvre des ACR comme les APE que les ACP négocient avec l'UE pose un certains nombres d'interrogations. La première est liée à l'introduction de la Clause NPF dans les APE. Qu'est ce qui peut le justifier ou l'interdire ? D'où l'UE en tire t-elle la base légale ? A priori, une telle disposition constitue une menace aux possibilités de diversification du partenariat commercial pour les pays ACP, dans la mesure où tous les accords futurs qu'ils concluront avec certains partenaires du Sud seront automatiquement étendus à l'UE. La deuxième est liée au système de règlement des différends contenu dans tous les APE. Comment fonctionne t-il ? Quel sont ses relations et surtout celles de hiérarchie avec le système de règlement des

différends de l'OMC ? Quelle est la valeur juridique de ses décisions ? Toutes ces questions doivent être anticipées avant le fonctionnement plein des APE et de la survenance éventuelle de litiges. Enfin, la dernière question est celle de questions, tout aussi systémique dont l'articulation avec le système de l'OMC doit être bien appréhendée pour que les pays ACP puissent en tirer profit. Ce sont les questions des mesures de sauvegardes et des mesures antidumping dans les APE. Quels sont leur régime ? Quelles flexibilités offrent t-elle aux pays ACP ? Leurs conditions de déclenchement sont elles plus ou moins favorables qu'à l'OMC ? Comment les utiliser sans tomber dans le piège du protectionnisme déguisé ?

Toutes ces questions ont été passées en revue au cours de ce dialogue L'ensemble de ces questions systémiques soulevées présentait un intérêt pour les pays ACP dans leur ensemble. Les discussions ont soulevé beaucoup de difficultés inhérentes aux ACR. (Nous reviendrons plus largement sur les conclusions de ce dialogue dans nos prochains numéros)

EVENEMENTS

Evénements OMC

27 avril – 1^{er} Mai, OMC, Genève, Suisse, groupe de négociation sur la facilitation des échanges
28 – Avril, OMC, Genève, Comité de l'accès aux marchés
29 – 30 Avril, OMC, Genève, Conseil Général
30 – Avril, OMC, Genève, Suisse, Comité des licences d'importation
1 – Mai, OMC, Genève, Suisse, Groupe de facilitation sur la facilitation des échanges

Evénements hors OMC

22 – 24 avril, Siracusa, Italie, Réunion G8 des Ministres de l'environnement, organisée dans le cadre de la présidence de l'Italie,, www.g8italia2009.it
25 – 26 Avril, Washington, D.C., Etats-Unis, Réunions du Groupe de la Banque mondiale et le Fonds Monétaire International. www.banquemondiale.org

27 – Avril- OCDE, Briefing pour la presse : "Environnement, droits de l'homme, droits sociaux...éviter les dérives de l'investissement à l'étranger : Le 'code de bonne conduite' est-il un rêve ou une réalité ?", dans le contexte du travail de l'OCDE sur les investissements directs à l'étranger, avec Pierre Poret, chef de la division des investissements à la Direction des affaires financières et des entreprises. Organisé par l'OCDE et l'AJEF dans le contexte d'une série d'ateliers mensuels. www.ocde.org

28 – 29 avril, Montreuil, France, Université de printemps de l'ires, Cette première est une occasion exceptionnelle de réunir pour un débat ouvert entre l'ensemble des acteurs économiques et sociaux (syndicalistes et responsables d'entreprises, élu(e)s et militant(e)s associatifs, chercheur(e)s et représentant(e)s d'instances nationales et internationales) sur un thème majeur : le capitalisme demain, du capitalisme financier au développement durable.

29 – avril, Autriche : Examen du Comité d'aide au développement(CAD) <http://www.oecd.org/cad>

(UNCTAD/GDS/2009/1(overview)) No. de vente: C.09.II.D.4 19/03/09, 105 Pages, 21 Ko

Monique et Roland Weyl Sortir le Droit international du placard, La Charte, à la base de la création de l'ONU en 1945, est un texte éminemment novateur, fondateur du Droit international contemporain. Or, pratiquement aucune semaine ne se passe sans que les principes qui y ont été solennellement et très sagement inscrits ne soient remis en cause dans la presse quotidienne. PUBLICETIM N°32, 144 pages | 2008 ISBN 978-2-88053-070-9, www.cetim.ch/fr/publications

PUBLICATIONS :

Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2008 Numéro 2: (Edition complète - ISBN 9264054685) Organisation de Coopération et de Développement Economiques Perspectives économiques de l'OCDE , Vol. 2008, No. 2, 2008 pp.1-338

CNUCED, Investment Policy Review: Dominican Republic, La conclusion de l'examen est que les investissements étrangers directs (IED) ont été un facteur de diversification économique en République dominicaine et que le cadre juridique et réglementaire pour les IED dans le pays est ouvert et libéral, avec très peu de restrictions. (UNCTAD/ITE/IPC/2007/9) 01/04/09, 134 Pages, 910 Ko

CNUCED, La crise économique mondiale: défaillances systémiques et mesures correctives multilatérales
Résumé